

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans
Journal Hebdomadaire
Fondée le 1er Septembre 1827
Publiée par le Times-Picayune Publishing Co. au Times-Picayune Building, 209 Poydras Street, Nouvelle-Orléans, La.
Telephone Main 4100.
Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.
En Louisiane et au Mississippi, \$2.00 par an.
Plus les Etats-Unis, un an \$4.00.
Par mois \$0.35.

Les Indes Contre L'Angleterre

Un Français "bon Européen" ne peut pas ne pas manifester des sentiments mixtes en présence des événements graves qui attestent l'impopularité croissante du régime britannique aux Indes. D'une part il éprouve avec force la solidarité que doivent ressentir les uns pour les autres les membres de la civilisation occidentale et qu'un George Valois, par exemple, a si merveilleusement exprimée dans son livre—qui restera—D'un siècle à l'autre—lorsqu'il retrouve, en Russie, l'influence européenne aux prises avec l'Asie, influence qu'il avait déjà apprise à distinguer à Singapour. Dans ce sens la nos sympathies prennent fait et cause pour l'Angleterre.

D'autre part les violences et les cynismes de la bande Curzon-Lloyd George nous écoeurent à un point tel que notre jubilation est extrême de constater qu'ils travaillent avec autant de sottise que de succès à la destruction fatale de l'hégémonie britannique, en Orient comme en Occident.

Si demain l'Empire anglais s'effondrait—hypothèse gratuite pour demain, mais sérieuse peut-être pour après-demain—il en est quelques-uns parmi nous qui n'arriveraient pas, avec tous les efforts du monde, à en ressentir un dépit amer, dit leur raison ne point les en approuver. Les gens qui le dirigent aujourd'hui ont trop fait de mal. On a pu voir ces jours derniers que le débarquement du prince de Galles à Bourbonnais avait été le signal de troubles assez sanglants pour que les fesses fussent décommandées par crainte de grabuge total. C'est là un fait divers qui frappe le lecteur le moins soucieux de politique étrangère. Le même lecteur lit sans doute également de temps à autre des dépêches relatives au soulèvement des Moplahs. Sans avoir besoin d'éclaircissements détaillés, notre homme se dit que les choses vont mal pour les Anglais. En quoi il a parfaitement raison. Mais pour comprendre à quel point les choses vont mal, il convient de regarder de plus près le fonctionnement du désordre.

Il y a environ une dizaine d'années un spécialiste des choses indiennes, sir Valentine Chulor, publiait dans le Times, où ils exercent une grosse sensation, une série d'articles, consacrés à l'Indien Unrest. Cette année encore, le même Sir Valentine reprenait la plume dans le même Times pour constater dans une longue série d'études que la situation, loin de s'améliorer, s'empirait plutôt.

Pourtant, depuis ces dix années, le Parlement britannique a modifié dans un sens profondément libéral le régime des Indes, en 1915, 1916, 1919. Sans doute le home rule (Swarajia) n'est pas encore accordé, tant s'en faut, mais il se trouve déjà en vue. Une législature indienne existe; elle comprend le gouverneur général nommé par le roi et deux tiers sont élus, et une Assemblée législative de 140 membres, dont 100 sont également soumis à l'élection. Les pouvoirs de ce Parlement sont encore restreints, sa vie est courte (5 ans pour le Conseil, 3 ans pour l'Assemblée), il peut être dissous très facilement. N'importe. Il constitue un rudiment d'autonomie nationale et sa création dérive en droite ligne, non du bon vouloir anglais, mais d'une agitation énergique de la part des vaincus.

Le malheur est seulement qu'on peut se demander, en présence des scandales qui secouent l'Inde de part en part, si ce rudiment évoluera jamais en quelque chose de stable et de considérable, tellement la suprématie anglaise, qui en garantit la durée, est mise universellement en question.

Comme on le sait, ce n'est pas d'aujourd'hui que les Indes fermentent. La révolte de 1856 pu être éteinte, les causes profondes qui les provoquent durent toujours. Depuis vingt ans une recrudescence d'attentats individuels et de soulèvements collectifs se manifeste avec une vigueur indubitable. La commode ailleurs la guerre a produit des ravages et ces ravages ne consolident pas la tâche du peuple-roi.

Les penseurs indiens ont tous été dégoûtés par le conflit de 1914. Cette dévastation méthodique sur une grande échelle, ces destructions inhumaines se sont tournées en une réulsion plus grande encore pour les blancs. Ils considèrent que la civilisation occidentale s'est avérée impuissante. Et ce sentiment, exact ou erroné, donne aux indigènes plus d'audace pour critiquer le régime anglais. Mais ce n'est là que le fond du tableau.

On n'a pas oublié que les armées indiennes jouèrent aux Dardanelles, en Egypte, en Mésopotamie, en Syrie, un rôle considérable. Mais d'une part cette large participation des forces de la péninsule à la guerre n'est tra-

duite par un accablement désastreux des budgets. D'où augmentation des impôts, élévation du prix de la vie, mécontentement populaire.

Reste maintenant le pire. On n'ignore pas que sur un total de 315 millions d'âmes, on compte 66 millions de musulmans. Ces musulmans n'ont manifesté aucun enthousiasme à l'idée de combattre le sultan, qui est le chef de leur religion. Le gouvernement de Londres n'a pu les utiliser qu'en leur faisant des promesses fermes. A plusieurs reprises M. Lloyd George, répondant aux inquiétudes des musulmans indiens s'est engagé à respecter l'autorité du sultan et l'intégrité de la Turquie ottomane. Or, en dépit de ces engagements, la politique anglaise, liée à l'impérialisme hellénique, a mutilé la Turquie en Thrace, à Smyrne, à Constantinople.

Le soulèvement des Moplahs (cette race guerrière, d'un million d'hommes environ, habite la partie de la Côte occidentale autour de Calicut, à l'endroit où débarqua jadis Vasco de Gama) n'a pas d'autre origine. C'est une protestation des musulmans fidèles contre la politique anti-ottomane de M. Lloyd George. Il ne faut pas se faire d'illusions sur les résultats de la lutte. Que peuvent faire de pauvres barbares armés de couteaux contre les mitrailleuses des troupes de la couronne? Rien. Mais leur acharnement est si violent que même embrochés à la baïonnette, ces fanatiques continuent à donner des coups de couteau. Cela en dit long sur l'état de l'opinion publique.

Quant aux Hindous proprement dits leur opposition n'est pas moins hardie. A leur tête figure un ascète, Gandhija, tolstoïen convaincu, animé par le pieux et redoutable désir de restituer à ses compatriotes leur civilisation pure et originaire. Ce mystique, ennemi de toute violence, propage un mouvement dit de non-coopération, qui tend à faire le vide, un peu comme en Irlande, autour des forces et des institutions de l'antique envahisseur. Ne rien acheter qui ne soit hindou, ne pas payer les impôts, se soustraire à la justice britannique, tels sont les buts de la propagande gandhijane.

Son succès est très mitigé. Il n'a pu encore ébranler beaucoup l'armée, la police, mais il agite le peuple. Gandhija a réconcilié les musulmans et les Hindous, de la division desquels se nourrit depuis deux cents ans bientôt la suprématie anglaise et il est même parvenu à intéresser l'opinion hindoue à la question de Constantinople, ce qui est un gros point.

Il a peut-être le tort de trop croire en lui-même. N'avait-il pas prédit pour octobre dernier la fin du régime anglais? Son échec sur ce point est trop visible pour ne pas ébranler un peu la foi de ses partisans.

Mais il faut compter sur la sottise de la soldatesque anglaise pour lui recréer des adhérents par millions. Lors des troubles de 1919 on a vu un général prescrire à la population indigène de ne passer qu'en rampant à quatre pattes aux endroits où la troupe avait vu charger les rebelles, et mettre des factionnaires l'arme au bras pour veiller à l'exécution de l'acte.

C'est un peu cela, toutes proportions gardées, que les Anglais voudraient faire avec nous. Ils ne réussiraient pas.

René Johannet.

Faut-il Donner a l'Allemagne un Conseil Judiciaire

Lorsqu'un fils de famille dépense deux ou trois fois son revenu, lorsqu'il aliène ses biens à tort et à travers, on lui donne un conseil judiciaire. La seule lecture du budget du Reich prouve que l'Allemagne devrait être soumise au même régime: son déficit budgétaire avoué est, on le sait, de 110 milliards de marks.

Quel contraste, des deux côtés du Rhin! A l'est, une politique de déficit systématique, donc d'impôts relativement faibles; à l'ouest, au contraire, le désir de remettre de l'ordre dans les finances, la volonté de réduire le déficit au minimum, le souci d'augmenter les impôts, de restreindre les dépenses pour équilibrer le budget, pour faire face aux engagements pris.

Comme l'opposition est frappante entre la France et l'Allemagne, entre le vainqueur et le vaincu! C'est le vainqueur qui fait l'effort le plus sérieux pour acquitter ses dettes, c'est le vaincu qui fait l'effort le plus tenace pour les renier. Je m'étonne que le monde ne soit pas plus frappé de l'attitude des deux nations. Si notre "propagande" était mieux faite, on s'en aviserait davantage en Europe et hors d'Europe, et l'impression que chacun en éprouverait consoliderait notre crédit moral et matériel.

La discussion financière traîne, hélas! depuis de longs jours à la Chambre. Le même flot d'incoercible éloquence se déverse que je déplorais lors du dernier débat de politique générale avant le départ du président du Conseil pour Washington. Malgré le désir de chacun de voir les autres berner leurs discours, on parle sans trêve du haut de la tribune, mais, du moins, on y affirme son désir d'ordre financier, d'équilibre et d'honnêteté.

Sur quoi disputent les orateurs? Sur le moyen de boucher le trou de deux milliards ouvert au budget. Les uns proposent de nouvelles écono-

mies, la suppression de services inutiles, la diminution de l'indemnité de vie chère, l'ajournement des travaux les plus urgents. On supprime, des l'an prochain, 50,000 fonctionnaires. On rogne les crédits vitaux de l'instruction publique, du travail, de l'hygiène, des travaux publics. D'autres orateurs, au contraire, pour accroître les ressources, demandent l'augmentation des impôts, le doublement de la taxe sur le chiffre d'affaires, l'augmentation des tarifs de transports, mesures désastreuses pour notre vie économique; d'autres, enfin, n'hésitent pas à conseiller d'héroïques amputations, telles que le prélèvement sur le capital. Et tandis que nous, Français, donnons cet exemple de probité, après avoir consenti déjà à de si terribles diminutions de nos créances, notre débiteur ouvre un trou de 110 milliards dans son budget, se soucie d'économies comme un poisson d'une pomme, accroît les services inutiles, le nombre des fonctionnaires, augmente leurs traitements, décide d'entreprendre des travaux qui pouvaient fort bien attendre, dépense sans compter l'argent qu'il prétend lui manquer, et ne se montre guère pressé, par contre, de consentir aux sacrifices financiers, aux augmentations d'impôts, qui seraient indispensables pour nous payer et éviter la catastrophe où il court de gaieté de cœur.

Affirmons donc hautement, clairement, cet incroyable contraste, et surtout ne nous laissons pas gagner par une sorte de molle veulerie, par je ne sais quel abatement qui nous même insensiblement aux faiblesses, aux renoncements criminels. Toutes les désillusions dont nous avons souffert depuis la paix nous furent autant de piqûres, de coups d'épingle ou de coups de poing, contre lesquels nous réagîmes d'abord avec force, et que, peu à peu, nous avons tendance à "encaisser" sans mot dire, les épaules basses sous une morne lassitude. Reprenons-nous! Réagissons contre l'engourdissement qui nous gagne! Ne disons pas, d'un ton désabusé: "Ah! oui, c'est entendu; l'Allemagne paiera!" Ne laissons pas nos adversaires spéculer sur notre manque de fermeté... N'acceptons pas l'évitable.

La réparation par l'Allemagne des ruines accumulées par elle, chez nous, est non seulement un problème français, mais un problème humain. Nous, Français, avons le droit, en toute justice, de contraindre notre agresseur à réparer les torts qu'il nous a causés; mais c'est aussi l'intérêt du monde que nous soyons indemnifiés. C'est l'intérêt de l'Angleterre, des Etats-Unis, des neutres, qui nous ont prêté tant de milliards pendant la guerre, et que nous ne devons rembourser que lorsque l'Allemagne nous paiera et dans la mesure où elle nous paiera; c'est aussi l'intérêt de toutes les nations, sans exception, car ce sera un gage de paix pour l'avenir de savoir qu'on a tout à perdre à sauter à la gorge de son voisin, à ravager ses terres, à tuer ses hommes, s'il est bien établi qu'entre peuples comme entre individus, qui casse les verres les paie.

La question des réparations est au moins autant une question morale que matérielle. Voilà pourquoi elle est aussi humaine que française, et voilà qui l'apparente au problème d'Alsace-Lorraine. Pendant près d'un demi-siècle, la France, moralement, n'a pas eu le droit de renoncer aux provinces que la force lui avait arrachées, parce que, ce faisant, elle eût méconnu la justice. Aujourd'hui, même victorieuse, elle n'a pas le droit, et pour la même cause, d'abandonner les réparations qu'elle attend.

Si les efforts du ministre Wirth échouent; si la Schwereindustrie continue par tous les moyens à combattre ses velléités d'exécution du traité amendé; si Stinnes et ses amis persistent dans leur attitude insolente de profiteurs de guerre, gavés d'or ramassé dans le sang, une mesure s'imposera et devant laquelle nous n'aurons pas le droit de reculer: la mise en tutelle financière de l'Allemagne.

Comment! tandis que nos usines chôment et que nos impôts augmentent, les magnats de l'industrie allemande travaillent à force et se refusent à payer! Durant les huit premiers mois de 1921, l'Allemagne a acheté aux Etats-Unis plus de cuivre qu'aucune autre nation (144 millions de livres poids, contre 67 millions et 1920); elle leur a acheté 954,000 balles de coton contre 324,000 balles en 1920, et 961,000 balles en 1913, avait importé plus de 2 millions de balles de coton américain, en moins achetée cette année que l'Allemagne! Et la grande industrie allemande prétend que l'empire est ruiné! Lisez tel article de M. Théodore Wolff dans le Berliner Tageblatt que je viens de parcourir, et vous verrez ce qu'il en pense.

Trêve de plaisanteries! Ou l'Allemagne paiera ce qu'elle s'est engagée à nous payer, et elle fera l'effort fiscal nécessaire, acceptera les économies et les impôts indispensables à l'équilibre de son budget et à l'acquiescement de ses dettes; ou ses créanciers devront établir un Contrôle de la Dette, comme on fit jadis pour la Turquie et l'Egypte. Un rédacteur du Vorwaerts, qui le craint, écrivait, dans le numéro du 1er novembre: "Dans les milieux diplomatiques alliés, il y a, assurément, des gens qui pourraient appliquer utilement en Allemagne les enseignements qu'ils ont puisés dans l'administration de la dette ottomane." C'est exactement notre avis.

ANDRÉ FRIBOURG, député.

SAINT SAENS

La France vient de perdre une des sommités de son monde artistique. Camille Saint-Saëns est décédé, à Alger.

En artiste qu'il était, le défunt a voulu entourer ses derniers jours de fleurs et de soleil: c'est dans le décor merveilleux d'Alger-la-Blanche qu'il s'est endormi pour l'éternité.

Ami des contrastes, Saint-Saëns aimait les sites ensoleillés et les horizons noisieux et frileux. La Russie d'autrefois, avec ses perspectives joyeuses d'hiver, avait pour lui un grand charme. Le compositeur était d'ailleurs très apprécié des dilettanti russes.

Madame Juliette Lamber, ou mieux Madame Edmond Adam, dans son ouvrage sur ses "Impressions françaises en Russie", dit la joie qu'elle a éprouvée d'entendre jouer du Saint-Saëns par l'orchestre de la Société Philharmonique de Moscou. "La puissance de l'inspiration de Saint-Saëns, ajoute Madame Juliette Adam, sa personnalité, sa maîtrise, auxquelles il faut se soumettre, la variété, l'imprévu de ses retours, gardent en éveil toutes les sensations d'art."

Saint-Saëns fut en effet un grand artiste et un artiste bien français. Dans la production de ses œuvres artistiques et littéraires, il avait l'imagination créatrice aidée d'une grande sensibilité. Il concevait un idéal et le réalisait sous le contrôle du goût avec le concours de l'inspiration.

N'en déplaise à une certaine école, la musique de Saint-Saëns avait une patrie: elle était française.

Il est intéressant de noter que le grand compositeur avait débuté comme organiste à l'église de la paroisse parisienne de Saint-Meri, et de citer ici l'appréciation de Dryden sur la musique d'orgue. "Quel art, quelle voix humaine peuvent atteindre aux louanges de l'orgue sacré? Les airs volent dans les cieux, ils vont augmenter la musique céleste dans les chœurs des anges."

Et-ce à cette préparation que Saint-Saëns a dû, dans certaines de ses œuvres, une tinte de mysticisme des plus délicates et des plus agréables.

De l'harmonie, de la céleste harmonie s'est formé l'univers.

Nous nous inclinons respectueusement devant la tombe de Camille Saint-Saëns, ce grand maître de l'art musical, dont l'œuvre ne peut périr.

ON MODIFIERAIT DES RÉGLEMENTS DE LA LOI SÈCHE

Au département du Trésor on annonce officiellement qu'il est question d'apporter une certaine atténuation aux règlements actuels concernant la vente de l'alcool pour un usage médical.

Le département a reçu de nombreuses plaintes des hôpitaux et des associations médicales des Etats-Unis disant que les règlements actuels sont trop stricts et sont causes de délais considérables dans la distribution de l'alcool dans un but médical.

On s'efforcera, dit-on au Trésor, de simplifier les règlements pour que les malades n'aient pas de difficultés à obtenir l'alcool nécessaire.

De hauts fonctionnaires du Trésor ont déclaré que si l'amendement sur la prohibition était modifié de façon à permettre la vente de la bière et du vin, il en résulterait pour le gouvernement une recette d'un demi-milliard de dollars par an.

Bien que l'attitude du Trésor ne soit pas connue à cet égard, on dit officiellement que le Trésor ne serait pas opposé à une semblable mesure. Les fonctionnaires disent que les fraudeurs reçoivent en ce moment l'argent qui irait au Trésor si une taxe était établie sur le vin et la bière.

L'ALPHABET PROPHÉTIQUE

Vous prenez les lettres de l'alphabet, vous les mettez dans un sac, vous posez une question et vous tirez des lettres du sac l'une après l'autre, jusqu'à ce qu'une réponse intelligente et intelligible soit faite.

Quelquefois, on tire des lettres six mois de suite sans rien obtenir. D'autre fois on obtient instantanément des réponses sensationnelles.

- Exemples:
- Que deviendra l'Autriche?
 - D. C. D.
 - Et la Turquie?
 - O. T.
 - Et le Monténégro?
 - O. (Il l'était déjà).
 - La France?
 - L. V.
 - La Bulgarie?
 - A. B. C.
 - Le tsar de Bulgarie?
 - E. B. T.
 - L'Angleterre?
 - O. C. (Hausse).
 - La Justice?
 - O. B. I.
 - La Belgique?
 - M. E.
 - Ceux qui veulent le mal?
 - U. E. (Hûtes).
 - Et l'Allemagne?

Ici la lettre Q sort vingt fois de suite du sac. Il n'y a pas à s'y méprendre. Une semblable réponse à la force d'un arrêt. L'Allemagne?—20 Q.

Une Hypothèse

L'AFFAIRE LANDRU SERAIT UNE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Un de nos confrères de Paris a reçu de M. Henri Javal, avocat à la Cour, une lettre sur Landru qui contient une bien curieuse hypothèse.

Cette hypothèse emprunte un intérêt particulier aux déclarations que M. de Moro-Giafferri faisait, dimanche, en sortant de la cellule de Landru.

—De moins en moins je tiens Landru pour un assassin.

Et nous demandons:

—Landru aurait-il fait à son avocat des révélations? S'il en a fait, quelles sont-elles?

—Voici une hypothèse. Nous en laissons bien entendu toute la responsabilité à M. Henri Javal.

Les jurés qui ont condamné Landru ont signé un recours en grâce. A la question "Est-il coupable?" leur verdict a répondu "oui" et leur recours "peut-être que non." La partie civile, qui sollicitait la condamnation, implorait la grâce. Le mystère policier s'achève dans la contradiction judiciaire.

Cette contradiction, c'est le caractère de l'affaire Landru: il n'y a aucun doute que Landru soit coupable. Coupable de quoi? L'on ne sait pas très bien.

Onze personnes ont disparu: lui seul peut dire leur sort. A ne pas le dire, il risque sa tête—et il ne le dit pas.

C'est donc que la vérité est aussi dangereuse pour lui que le silence. C'est que les disparus ont disparu par un crime et que ce crime est le sien.

Mais encore, quel est ce crime? L'accusation dit: "L'assassinat!" Mais, ce que l'accusation explique mal, c'est la suppression des victimes. Des médecins qui, je pense, n'ont jamais brûlé une seule femme dans un fourneau de cuisine, ni découpé un cadavre avec des instruments de ménage, peuvent vous dire que rien n'est plus simple à opérer douze fois sans qu'il en reste la moindre trace. Il y a une contradiction plus forte que leur expertise.

Mais si Landru n'a pas brûlé ses victimes, il faut qu'elles soient quelque part, mortes ou vivantes. Mortes, on les trouverait; vivantes, elles parleraient, et Landru serait décapité.

Il serait disculpé, à moins que leur témoignage ne l'inculpe. Elles parleraient, à moins qu'elles ne fusent ses complices, et l'affaire Landru devient à dire si l'on suppose que ses fiancées sont vivantes, que Landru a commis un crime et qu'elles y ont participé.

Ce crime, c'est l'espionnage. Supposez que Landru, au cours de la guerre, ait fait métier de recruter pour les services d'espionnage allemand.

Comme agents, il préfère des femmes, plus faciles à dominer. Entre plusieurs centaines, il choisit. De préférence, il embauche celles qui n'ont ni famille ni amis que leur absence puisse étonner.

Il a pour les recevoir une maison isolée où il leur fabrique de faux papiers. Il garde les vrais, qui peuvent être utiles.

Il tient un résumé exact de ses opérations, car il en doit compte à son service.

Arrêté, il se tait—et elles se taisent.

Ainsi s'efface les invraisemblances. Que Landru s'il faisait disparaître les corps gardés les papiers, cela ne se conçoit pas: un acte de naissance est plus facile à brûler qu'une femme.

Ainsi s'expliquent les inexplicables carnets de Landru. Ainsi s'explique enfin que, dans cette affaire d'assassinat, aucun témoin, aucun indice matériel n'ont révélé l'assassinat; c'est qu'elle est une affaire d'espionnage.

A LA FRANCE

Les monts du Gabardan et les roches celtiques

Se couvrent au printemps des mêmes boutons-d'or.

Ton image voit à soi-même identique, Des rives de la Vire aux neiges du Vercoors.

Chacun de les aspects et de tes différences

Concourt à l'harmonie où viennent aboutir

Tes forêts, tes étangs et tes landes, ô France.

Où le lierre s'enroule au flanc roux des menhirs.

Et ce sont les leçons de ton calme génie:

Pares coupés de canaux, jardins du gai-avoir.

Où tes-vous auprès d'eux, ô terres de féeries,

Qu'en songe, quelquefois, nous pâmes entrevoir?

Puisse le vent profond qui mène les mariés,

France, en de sourds ressauts, vers tes côtes d'azur,

Emporter jusqu'au ciel les strophes inspirées

De ceux qui l'ont voué quelque poème pur.

PIERRE BENOIT.

On prétend que le premier quotidien a été établi à Londres, par une femme Mme Elizabeth Mallet, en 1702.

Le Dernier Jour de la Guerre

Nous devons à la plume érudite et obligeante de M. l'abbé Emile David, l'article qui suit et qui a trait à la fin de la grande guerre. M. l'abbé David, missionnaire en France, aumônier militaire, croix de guerre, médaille militaire, est auteur de plusieurs ouvrages et biographies concernant la guerre mondiale. Il a vécu les scènes qu'il décrit et qu'il fait revivre avec tant d'intensité et de relief. Nos lecteurs très certainement se réjouiront que l'abbé David veuille bien collaborer à notre journal et lireont avec le plus vif intérêt ses articles. Celui que nous publions aujourd'hui, écrit spécialement pour l'Abeille, porte bien l'empreinte de haute érudition et d'observation sagace de son auteur.

—Rédaction:

Nous n'entendimes point, en ce jour du 11 novembre 1918, les joyeux carillons, ni les envolées graves et rythmées des cloches de nos églises et de nos cathédrales. En ce matin historique, le régiment avançait lentement, mais avec confiance, dans une étroite sente, à travers la forêt de St. Michel, près d'Hirson. Les arbres, en cet automne riche de couleurs et de gai soleil, protégeaient les zouaves, et les tirailleurs des regards atterrés des derniers avions boches. Parfois, un obus, un isérable 77, tombait, quel- c'était comme le P. P. C. d'un individu qui s'en va du pays.

Depuis huit jours, nous poursuivions l'ennemi. Celui-ci, à certaines heures, s'arrêtait dans sa retraite. Des mitrailleurs gardaient les routes et les champs, ils "arrosaient" l'armée française qui poursuivait sa marche avec une lente mais persévérante ténacité. Quand le gros de la troupe ennemie avait fui à distance respectable, ces volontaires ou ces sacrifiés fuyaient à leur tour ou étaient faits prisonniers. Nous arrivâmes ainsi à Hirson. En entrant dans la ville, en venant de Guise, on aperçoit à gauche de la route, un fort. A l'entour, les boches ont installé un double réseau de fils de fer barbelés et de grillage très élevé, ce qui fait ressembler ce fort à un gigantesque oiseau abattu et enfoncé dans une vaste cage. Cette cage, nous l'ouvrons et il en sort des centaines de civils, prisonniers pour cause de lèse-germanie.

Un peu plus loin, sur la droite, à la gare, des rames entières de wagons flambent. Ce sont des trains complets, emplis de ravitaillements, d'aliments, etc. Avant de partir, les allemands y ont mis le feu. Que nous importe! En France, on ne mange pas le pain K K et on ne porte pas le casque à pointe.

La petite ville d'Hirson est très animée. Depuis 1914, occupée par les boches, elle reçoit enfin la visite des uniformes français et, si les cloches ne sonnent pas dans la tour de l'Eglise, au sommet de laquelle flotte déjà le drapeau aux trois couleurs, c'est que les "oiseaux d'airain" se sont envolés sous d'autres cieux, ou, plus exactement, ont été volés par les maîtres de l'heure. La tour est vide et le bronze a servi à la fonte des canons comme toutes les cloches de nos villages envahis.

Le régiment poursuit sa route. Voici St. Michel. Les ponts sont détruits, mais toute la population est là, en train de couvrir un bras de rivière qu'il faut franchir. Les femmes apportent des planches, des clous, des scies; les hommes enfoncent des madriers, débalaient les terres éboulees par suite de l'explosion; en quelques minutes un pont de fortune a surgi.

Un arrêt de quelques heures.

Dans une arrière-boutique qui servait de laboratoire photographique à l'armée allemande, je découvre des milliers de clichés. Au hasard, j'en prends quelques-uns. Deux magnifiques photos de la basilique de Liesse, et deux autres me font assister au "conseil de révision" des jeunes gens et des jeunes filles de la région quelques jours avant leur expédition en Allemagne. Sur la place, assis autour d'une table, des officiers boches, à la tête carrée et aux yeux de hibou, enfoncent des grosses lunettes, examinent le jeune contingent que leur présentent des gendarmes teutons. Cependant, la foule des enfants et des personnes âgées écoute avec anxiété la sentence de ces juges iniques. On peut lire dans les yeux de cette foule les sentiments qui s'agitent dans les cœurs. Chez les mères, c'est la douleur, l'accablement; chez les pères, c'est la haine concentrée, le défi. Cela se passait, m'a-t-on dit, quelques semaines avant le 11 novembre. Cette brave population n'attendait pas trop longtemps le jour de la délivrance...

Pendant la guerre, on a beaucoup parlé des "embusqués." Il y en eut dans tous les pays en guerre, c'était fatal, et en France, les socialistes ont battu un record que nul ne songe à leur contester. En Allemagne, il y en eut. Je passai quelques heures de repos dans la nuit du 10 au 11 novembre, dans une maison où, pendant près de 4 ans, avait logé le fils d'un riche industriel ou commerçant boche. Il avait obtenu, contre un versement annuel de 80000 marks, de rester dans un vague poste d'automobiliste à St. Michel. Les années de guerre s'écoulaient pour le fils de la Germanie, joyeux et sans risque, grâce au secours financier du papa. Mais, car il y eut un mais... le brave gar-

çon à la suite d'une vie trop confortable et trop joyeuse, tomba malade et il eut la déveine de mourir. Deux jours avant l'armistice!

Le Colonel du régiment et les officiers de son état-major marchent en tête de colonne. Tout à l'heure, à un croisement de chemins, dans la forêt, nous avons salué le poteau aux couleurs franco-belges; plus loin, la carte nous signale un hameau—le Condron, et un village Forge-Philippe.

Depuis 45 jours, nous marchons ainsi, nous arrêtant seulement quand l'ennemi, pour ménager sa retraite, dresse des obstacles qu'il faut renverser.

Malgré la fatigue de ces dures journées, de ces nuits passées "à la belle étoile," alors que la terre nue est d'ordinaire notre lit de repos, les zouaves et les Tirailleurs, le fusil à l'épaule, et aujourd'hui, un peu alourdi, avancent, avancent toujours!

C'est que depuis quelque temps, un phénomène nouveau s'est produit—le vent de la victoire fait flotter les couleurs de France! Ce qui semblait encore à quelques-uns, presque chimérique, est aujourd'hui en voie de réalisation. La victoire a changé de camp.

On vient de quitter le sol de France, aujourd'hui, on foule la terre de Belgique, demain... demain, on sera en Allemagne! Est-ce un rêve! Et pourtant! Hier encore, c'étaient les tranchées, la fameuse ligne Hindenburg. Hier, c'était la stagnation, l'ennui mortel au fond des boyaux, et aujourd'hui, on marche sur les grandes routes, face au clair soleil! Quel changement!

Non, ce n'est pas un rêve. La route est longue, elle est dure. Car l'ennemi, comme le sanglier, qui va mourir, a des crises d'ouï violent désespéré et rassemble une fois encore ses dernières énergies pour ne pas succomber!

Mais dans la troupe française, les ressorts moraux sont détendus, une force nouvelle, un de ces impondérables tout puissants, a surgi. Devant le succès, en présence de l'issue qu'on sent prochaine et victorieuse, on oublie tout—les fatigues, les misères, les pauvres camarades eux-mêmes sur lesquels on a jeté, en hâte, quelques pelletées de terre avec un adieu et une prière et qu'on laisse sur le bord de la grande route. Le passé est le passé et ce sont des hommes nouveaux qui vont donner le "coup de bélier" et tressasser la Bête.

Voici qu'une estafette de cavalerie court à bride abattue le long du fossé... qu'est-ce? Un cavalier? Que vient-il faire ici? Un gendarme, oui... quand on est à l'arrière, mais un cavalier!

Un bruit circule: les boches en ont assez, paraît-il. C'est un cycliste du colonel qui a entendu parler de cela, dans une petite ville où il est allé chercher des journaux. C'est vrai... ce n'est pas vrai... et dans ces longues heures où la conversation est alimentée par les "potins," les hypothèses les plus variées ont cours.

Nous ne savons qu'une chose—les boches sont f... us, on les poursuit. On n'a d'autre désir—les suivre jusque chez eux, leur faire payer un peu les souffrances et les ravages qu'ils nous ont infligés. Mais ce n'est que propos en l'air, car un français n'a pas l'âme d'un boche, et l'ennemi est toujours traité par lui avec des égards qu'il ne mérite pas.

Halte! Le colonel s'est arrêté; les compagnies aussi. Le chef tient entre ses doigts un papier, il le lit, le relit, le passe à ses officiers. Tous se regardent étonnés. Enfin, le colonel se décide à parler "Mes enfants, crie-t-il, les boches ont signé l'armistice ce matin!"

Il était 8 h 45.

On a dit que les grandes douleurs comme les grandes joies sont muettes. A cette annonce imprévue pour nous, simples combattants de l'avant, ignorants de toutes les discussions, tracassations de l'arrière, je ne sais quels sentiments se partageaient les cœurs tombèrent dans un silence qui n'était l'expression ni de la joie ni de la douleur. Les chefs eux-mêmes étaient comme déçus et nous aussi.